

Rapport annuel

2017-
2018

**C'est ensemble
que l'on prépare
un monde sans
sida ni VIH**



COCQ-SIDA

Membre de la Coalition
Internationale Sida



Par souci d'inclusion, la COCQ-SIDA utilise le point médian « · » pour intégrer le féminin à l'écrit. Le but est de cesser l'emploi du masculin générique dans nos outils de communication et de rendre visible la présence des femmes.

Dépôt légal – juin 2018
Bibliothèque et archives nationales du Québec
Bibliothèque et archives Canada
ISBN 978-2-922365-62-7
ISBN 978-2-922365-63-4 (PDF)

Nos remerciements à toute l'équipe de la COCQ-SIDA pour leur précieuse collaboration dans la réalisation de ce rapport.

La Coalition dédie ce rapport annuel à la mémoire de...

Mme Evelyn Farha

Evelyn Farha s'est éteinte en janvier 2018 à l'âge de 92 ans. Infatigable alliée dans la lutte contre le VIH/sida au Québec, la perte de cette grande dame est encore douloureuse pour notre milieu.

Pendant plus de 20 ans, Evelyn Farha a été présidente d'honneur de la Fondation Farha (aujourd'hui fusionnée avec la Fondation québécoise du sida), mise sur pied par son fils Ron qui est décédé de complications liées au sida en 1993. C'est sans relâche qu'elle a contribué à la cause et mobilisé toute sa famille dans le combat pour mettre fin au sida.

Au nom de toute la communauté, nous lui disons un grand MERCI.



... et



M. Benoit Payant

Administrateur de la COCQ-SIDA, Benoit était un jeune homme profondément engagé pour le respect des droits des personnes vivant avec le VIH. Il nous a quitté·e·s en mai 2018, trop tôt, trop vite.

Pendant de nombreuses années, Benoit s'est impliqué à la Maison Plein Cœur. Il était également membre de la communauté *Je suis séropo*.

Nous nous souviendrons longtemps de sa bonne humeur, de son grand cœur et de sa volonté militante. Adieu, Benoit !

Notre mission, nos valeurs

Mission

Regrouper les organismes communautaires québécois impliqués dans la lutte contre le VIH/sida et exercer son leadership afin de susciter, soutenir, consolider et promouvoir l'action communautaire autonome face à la lutte contre le VIH/sida sur le territoire québécois.

Principes

Nous sommes guidés dans nos actions par les principes suivants :

1. Participation accrue des personnes vivant avec le VIH (GIPA^{*})

Élément fondamental de la réponse à la pandémie devant être assuré à tous les niveaux d'implication et dans tous les secteurs : communautaire, gouvernemental, paragouvernemental et privé.

2. Solidarité

Responsabilité et réciprocité qui s'expriment par le soutien, la collaboration et le partenariat aux niveaux local, régional, national, pancanadien et international.

3. Autonomie

Respect du droit de définir les orientations et de prendre les décisions.

4. Ouverture

Respect de la différence et des diverses réalités.

5. Démocratie

Structures et pratiques qui favorisent la prise de parole, la participation, la transparence et la prise de responsabilité.

* Greater Involvement of People Living with HIV/AIDS

Mot du directeur général

C'est avec plaisir que je vous présente le rapport d'activités de la COCQ-SIDA 2017-2018. Il a été conçu avec une nouvelle facture visuelle et son contenu a été divisé pour mieux se coller aux objectifs de la Coalition, tout en insistant sur l'impact du travail de concertation et de collaboration entre les membres de l'équipe.

L'an passé, nous avons souligné l'adoption, par la COCQ-SIDA et ses membres, du message « Ensemble, préparons un monde sans sida ni VIH », orientant ainsi notre mouvement à travailler pour que l'on puisse mettre fin à l'épidémie du VIH/sida au Québec. Nous poursuivons nos démarches cette année avec le début d'une réflexion sur nos activités – sont-elles et sommes-nous vraiment orientés vers la fin du sida ? Quels ajustements devrions-nous faire pour tirer avantage des opportunités actuelles d'avancement dans cette lutte et pour pousser nos interlocuteur-trice-s au gouvernement à s'engager avec nous ?

2017-2018 se termine avec la fin du financement « de transition » de l'Agence de la Santé publique du Canada pour plusieurs organismes-membres. Ce qui soulève de grands défis quant à la continuité des services et à la disponibilité des ressources partout, pour tou-te-s. Par extension, cela devient un enjeu du mouvement de lutte contre le VIH/sida – et donc, devient notre enjeu collectif. Nous continuons à faire pression pour assurer un meilleur financement à l'ensemble des organismes. En ce sens, la solidarité démontrée

par les membres de la COCQ-SIDA dans cette démarche a été et continue d'être un atout.

Au-delà du financement, nous avons exprimé notre solidarité sur d'autres questions aussi, avec l'adoption lors de l'assemblée générale annuelle 2017 des positions sur la décriminalisation du travail du sexe, la prophylaxie préexposition (PPrE ou PrEP), la prophylaxie postexposition (PPE) et l'impact de la charge virale indétectable sur la transmission du VIH (Indétectable = Intransmissible, I = I). Ces outils nous permettent de parler d'une seule voix pour expliquer l'évolution du VIH/sida à nos communautés et au grand public, pour ainsi travailler à réduire l'impact de la stigmatisation des populations clés et des personnes vivant avec le VIH.

Il nous reste beaucoup de travail à faire si nous voulons préparer un monde sans sida ni VIH. Nous le ferons en faisant preuve de clarté dans nos messages, de cohérence dans nos actions et de solidarité entre nous et avec les communautés avec lesquelles nous travaillons.

Je terminerai ce mot en soulignant les années de travail d'Hélène Legaré au sein de la Coalition. Son apport est indéniable et mérite nos remerciements.



Ken Monteith

Organismes-membres de la Coalition

A

ACCM / Sida bénévoles
Montréal
L'Anonyme
L'A.R.C.H.E. de l'Estrie

B

BLITS
Le BRISS
BRAS Outaouais

C

CACTUS Montréal
CASM
Centre des R.O.S.É.S.
Centre Sida Amitié
CSSQ

D

Dopamine

E

Émissaire

G

GAP-VIES
GEIPSI

H

Hébergement de l'Envol

I

I.R.I.S. Estrie

M

MAINS BSL
Maison Dominique
Maison d'Hérelle
Maison du Parc
Maison Plein Cœur
Maison Re-Né
Médecins du Monde
MIELS-Québec
Le MIENS

N

Le Néo

P

Point de repères
Portail VIH/sida du
Québec

R

RÉZO

S

Sidaction Mauricie
Sidalys
Sida-Vie Laval
Société canadienne de
l'hémophilie
Spectre de rue
Stella, l'amie de Maimie

*La COCQ-SIDA souhaite
exprimer sa reconnaissance
envers Jacques Gélinas, qui
siège bénévolement sur
plusieurs comités de travail.*

Nos remerciements

Les organismes-membres indiqués **en gras** ont contribué au travail réalisé dans les divers comités de la Coalition au cours de l'année. Nous les remercions chaleureusement pour leur apport et leur assiduité.

Nous tenons aussi à souligner le travail accompli par des stagiaires et des bénévoles ainsi que les fructueuses collaborations notamment avec le **Centre Associatif Polyvalent d'Aide Hépatite C** (CAPAHC), **l'Université du Québec à Montréal** (UQAM) et la **Direction de la prévention des ITSS** (DPITSS).

Les ententes de contribution avec la **DPITSS** permettent à la COCQ-SIDA de mener des actions de plaidoyer, des activités de communication comme les campagnes de prévention et les activités de formation. Nous les en remercions.

Nous remercions également **l'Agence de santé publique du Canada** (ASPC) pour sa participation financière à certains de nos dossiers.

Conseil d'administration 2017-2018

Le CA a tenu 7 rencontres en cours d'année.

Déléguée de la Table des maisons d'hébergement

Hélène Legaré – Présidente
SIDALYS

Représentant·e·s de Montréal

Joseph Jean-Gilles – Administrateur
GAP-VIES (cooptation en cours d'année)

Marie Niyongere – Administratrice
CASM

Benoit Payant – Secrétaire/Administrateur
MAISON PLEIN CŒUR

Frédéric Pronovost – Administrateur
RÉZO (cooptation en cours d'année)

Benoit Turcotte – Administrateur
RÉZO (démission en cours d'année)

Représentants de Québec

Donald Careau – Administrateur
MIELS-QUÉBEC

Guy Gagnon – Trésorier
MIELS-QUÉBEC

Représentant·e·s hors Montréal et Québec

Hugo Bissonnet – Vice-président
CENTRE SIDA AMITIÉ

Yannick Dallaire – Administrateur
I.R.I.S. ESTRIE

Claude Dufour – Administrateur
BRAS OUTAOUAIS

Jacques Gélinas – Administrateur
BLITS (démission en cours d'année)

Maryse Laroche – Administratrice/Secrétaire
BLITS

Représentant sans égard à la région

Pierre-Henri Minot – Administrateur/Secrétaire
PORTAIL VIH/SIDA DU QUÉBEC (démission en cours d'année)

Un sincère merci aux membres sortants du CA :

Jacques Gélinas, Pierre-Henri Minot et Benoit Turcotte, ainsi que Catherine Breton qui nous a offert son aide en début d'année.

L'équipe de travail 2017-2018

La COCQ-SIDA a toujours pu compter sur une équipe de travail engagée et l'année 2017-2018 n'a pas fait exception. L'expertise de chacun·e des permanent·e·s est un élément clé duquel découle des réalisations de grande qualité qui contribuent à préparer un monde sans sida ni VIH.



De gauche à droite : Marie-Élaine LaRochelle, René Légaré, Ylang Ta, Léa Pelletier-Marcotte, Michel Morin, Daniel-Claude Gendron, Ken Monteith et Martine Fortin. (Absent·e·s sur la photo : Charlotte Guerlotté, Hélène Laramée et Thomas Haig.)

Ken Monteith

Directeur général

Michel Morin

Directeur adjoint

Hélène Laramée

Adjointe administrative et responsable de la comptabilité

M^e Léa Pelletier-Marcotte

Coordonnatrice, Programme Droits de la personne et VIH/sida

Martine Fortin

Coordonnatrice de projets, Entente DPITSS

Charlotte Guerlotté

Coordonnatrice de la recherche communautaire

Thomas Haig

Coordonnateur, Projet *Mobilise !*

Daniel-Claude Gendron

Coordonnateur du volet québécois, Institut du développement de leadership positif (IDLDP)

René Légaré

Coordonnateur des communications

Marie-Élaine LaRochelle

Adjointe aux communications

M^e Ylang Ta

Responsable, Service VIH info droits

À noter que nous avons pu compter cette année sur l'apport de **M^e Liz Lacharpagne** et de **M^e Geneviève Binette** – respectivement ancienne coordonnatrice du Programme Droits et ancienne responsable de VIH info droits. Nous saluons aussi le départ de **Jorge Flores-Aranda**, ex-collègue à la recherche communautaire dans le cadre de nos collaborations avec la Coalition PLUS.

Faits saillants de l'année 2017-2018

Notre contribution pour la préparation d'un monde sans sida ni VIH.

MOBILISATION COMMUNAUTAIRE ET DES COMMUNAUTÉS

- Forte mobilisation communautaire pour sensibiliser les divers paliers gouvernementaux sur l'importance, selon leur juridiction, d'augmenter le financement des organismes et de faire en sorte que toutes les régions reçoivent leur juste part;
- Création du volet québécois de l'Institut de développement du leadership positif;
- Engagement des élu·e·s municipaux·ales pour faire de Montréal une ville sans sida ni VIH.

PARTAGE ET TRANSFERT DE CONNAISSANCE

- Près de 700 participant·e·s à l'une ou l'autre de nos activités de formation;
- Pas moins de 18 personnes qui ont pris part à la première formation de l'IDLDP.

ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION ET DE PRÉVENTION

- Lancement de la campagne *Le VIH n'est pas une barrière entre nous*;
- Lancement de courts métrages portant sur le caractère confidentiel du statut sérologique au VIH en milieu de travail ou de garde.

DÉFENSE DES DROITS

- Publication de la Déclaration de consensus communautaire de la Coalition canadienne pour réformer la criminalisation du VIH;
- Atteinte du seuil de 1000 personnes, incluant 14 député·e·s, qui appuient la Déclaration des droits et responsabilités des personnes vivant avec le VIH/sida;
- Adoption « d'INDÉTECTABLE = INTRANSMISSIBLE : Position de la COCQ-SIDA sur l'utilisation des traitements antirétroviraux comme moyen de prévention ».

DES SAVOIRS ENGAGÉS

- Rédaction de l'énoncé de consensus *Mobilise !* pour un accès optimisé aux services de santé;
- Collaboration à l'organisation et la promotion de l'exposition *Témoigner pour Agir*;
- Obtention d'un financement pour la création d'une recherche sur l'accès au système de santé pour les personnes migrantes vivant avec le VIH, peu importe leur statut d'immigration.

DES SAVOIRS PARTAGÉS

- Plus de 8300 visionnements de l'une ou l'autre de nos vidéos au cours de l'année;
- Pas moins de 10 présentations dans le cadre de conférences internationale et nationales;
- Participation à la création de la *Plateforme Amériques et Caraïbes* de Coalition PLUS.

À L'INTERNE DE LA COALITION

- Obtention du statut de membre régulier par l'organisme communautaire Dopamine;
- Implantation d'une nouvelle charte des comptes standardisée.

Mobilisation communautaire et des communautés

L'union fait la force ! Ce vieux proverbe, qui signifie que c'est en associant nos forces et en travaillant ensemble que nous vaincrons, retrouve petit à petit cette place qu'elle occupait au début de l'épidémie. Ce retour en force de la mobilisation au sein du milieu de lutte contre le VIH et le sida est le produit de multiples facteurs. D'abord, au niveau fédéral, nous percevons que l'État ne considère plus notre milieu comme un acteur indispensable. Du côté provincial, c'est pire ! S'ajoute au désengagement un désintérêt flagrant de nos décideurs publics. Et finalement, il va sans dire que l'éventualité de pouvoir mettre fin à l'épidémie semble avoir ravivé la flamme.

Ainsi, au courant de l'année 2017-2018, l'ensemble du milieu communautaire de lutte contre le VIH et le sida – Coalition, organismes et personnes vivant avec ou affectées par le VIH – a accentué la mise en commun de ses forces respectives pour que ses voix, nos voix, se fassent entendre.

MOBILISATION COMMUNAUTAIRE

Le politique

Au Fédéral



Concernant le financement par le nouveau programme de Fonds d'initiatives communautaires (FIC), les décisions du gouvernement ont mené à la fin du finance-

ment de plusieurs organismes-membres de la COCQ-SIDA, excluant ainsi certaines régions et populations du soutien précieux qu'il leur offrait. En 2017-2018, un programme improvisé de « financement de transition » d'une durée d'un an a été mis en place pour que ces organismes trouvent des solutions. Malheureusement, en une si courte période, cela n'a pas été possible pour plusieurs d'entre eux. Nous continuons à travailler pour le retour à un financement sans exclusion et adapté à nos réalités. Nous sommes d'avis que les 30 millions supplémentaires alloués au fonds sur la réduction des méfaits, annoncés en novembre 2017, pourraient répondre à cette demande, du moins en partie.

Au provincial

Nous avons interpellé le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) pour qu'il révisé à la hausse le financement alloué à la lutte contre le VIH, le VHC et les autres infections transmissibles sexuellement et par le sang (ITSS). Une demande réalisée dans l'optique, non seulement de maintenir les acquis qui risquent de disparaître sans ressources adéquates, mais aussi pour ne pas perdre l'opportunité d'atteindre les objectifs d'éradication du sida et du VIH par le déploiement optimal des ressources au cours des prochaines années. Nous saluons la mobilisation de nos membres et allié-e-s dans cette démarche (100% des membres de la COCQ-SIDA l'ont appuyée), mais nous déplorons le manque d'attention et d'intérêt de la ministre. Cette lutte continue !

Le travail de collaboration avec les instances de la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (TRPOCB) s'est poursuivi, et ce dans différents dossiers : la question du lobbyisme, du projet de loi sur la neutralité religieuse de l'état, la campagne « CA\$\$\$\$H », le financement des organismes communautaires sou-

nus par le biais du [programme de soutien aux organismes communautaires \(PSOC\)](#) du MSSS, les consultations ministérielles sur l'avenir du programme de financement des organismes d'action communautaire autonome du Québec, ainsi qu'une implication aux différentes représentations administratives et politiques sur d'autres sujets. Les liens sont également maintenus avec le [Réseau québécois d'action communautaire autonome \(RQ-ACA\)](#) afin de participer aux représentations et activités de défense du mouvement de l'action communautaire autonome (ACA) au Québec.

Dans la perspective d'une [campagne électorale provinciale en 2018](#), nous avons intensifié nos contacts avec plusieurs représentant·e·s de la députation québécoise et en établissons de nouveaux afin de pouvoir nous faire entendre par toutes les instances partisanes de l'Assemblée nationale du Québec. Des requêtes seront acheminées aux différents partis politiques afin que ces derniers « se mouillent » dans différents dossiers prioritaires, et qu'ils nous donnent l'heure juste sur leur compréhension de notre réalité ainsi que sur leurs intentions.

Au municipal

À l'échelle de la ville de Montréal, notre mobilisation a porté ses fruits. Tant l'équipe de Denis Coderre que celle de Valérie Plante ont démontré leur volonté de faire de Montréal une ville sans sida, à l'instar de plusieurs autres villes dans le monde. La COCQ-SIDA a travaillé avec la [Table des organismes montréalais de lutte contre le sida \(TOMS\)](#) et avec nos membres pour s'assurer que le mouvement communautaire et les populations concernées soient au cœur de la démarche.



crédit photo : Lula

Nos actions en tant que Coalition

Malgré la perte d'un financement spécifique, la direction de la COCQ-SIDA a continué de faire tout en son possible pour maintenir les liens avec les directions générales de nos organismes-membres. Au cours de l'année, nous avons travaillé à la programmation d'une rencontre de deux jours, prévue en avril 2018, autour des thématiques « *Ensemble, préparons un monde sans sida ni VIH* » et les Objectifs 90-90-90 de l'ONUSIDA. Cette démarche de réflexion vise à orienter l'ensemble des actions et activités du mouvement de lutte contre le VIH/sida vers cette finalité qu'est l'atteinte des objectifs liés à l'éradication de l'épidémie, tout en s'assurant

du respect des droits des populations concernées.

Nous avons poursuivi notre participation, à titre d'organisme-ressource, dans le projet de recherche du [Groupe d'action pour la prévention de la transmission et l'éradication du sida \(GAP-VIES\)](#) : « Production d'une Trousse d'outils pour l'accompagnement à l'intervention et à l'animation sur la santé sexuelle à l'intention des leaders religieux et des laïcs engagés »; projet auquel l'Institut d'études religieuses de l'Université de Montréal (UdeM) compte se joindre d'ici l'automne prochain.

Dans le domaine de l'hébergement thérapeutique, plusieurs des maisons d'hébergement ont entamé une réflexion à savoir si elles pouvaient offrir de l'hébergement temporaire à des personnes qui ne vivent pas avec le VIH, mais qui vivent une situation accentuant grandement le risque d'infection. Pensons aux hommes gais qui consomment de la méthamphétamine (crystal meth) et qui peuvent avoir besoin d'une courte période de repos pour se remettre ou pour entamer des démarches advenant leur désir de cesser leur consommation. Élargir l'offre aux populations à risque d'une infection au VIH pourrait s'avérer un moyen supplémentaire de lutter efficacement contre l'épidémie et d'y mettre fin.

Le droit au service du communautaire

La COCQ-SIDA est l'un des groupes fondateurs de la [Coalition canadienne pour réformer la criminalisation du VIH \(CCRCV\)](#). Cette coalition a pour objectif de développer des stratégies nationales de plaidoyer en

impliquant les personnes vivant avec le VIH criminalisées. Ce faisant, la COCQ-SIDA a renforcé sa collaboration avec ses partenaires ailleurs au Canada, notamment le Réseau juridique canadien VIH/sida, la *HIV Aids Legal Clinic Ontario* (HALCO) et le Groupe de travail ontarien sur le droit pénal et l'exposition au VIH (CLHE).

En tant que membre de la CCRCV, la COCQ-SIDA a sollicité l'avis de ses membres dans le contexte du processus de consultation du [ministère de la Justice du Canada](#) sur les possibilités de reformer l'approche canadienne sur la criminalisation, et ce, dans l'optique de rédiger une déclaration de consensus communautaire sur les actions que les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux devraient entreprendre pour limiter l'utilisation du droit criminel dans les affaires impliquant des allégations de non-divulgence du VIH. Cette déclaration a été finalisée et publiée en novembre 2017. La participation de la COCQ-SIDA à la CCRCV a donc permis à la position des membres de la COCQ-SIDA de rayonner à l'échelle nationale.

MOBILISATION DE LA COMMUNAUTÉ

Principe GIPA au sein de la Coalition

La Coalition ainsi que les membres du caucus des personnes vivant avec le VIH accordent une importance particulière au principe GIPA.



Extrait d'une photo publiée dans le billet de blogue d'Ashton P. Woods
12 mars 2016, poz.com

Bien qu'il n'y ait pas eu de formation ou d'évaluation GIPA durant l'année, ce principe figure au cœur de l'essor du volet québécois de l'Institut de développement du leadership positif (IDL); un projet collaboratif entre la Coalition, l'*Ontario AIDS Network* (OAN) et le *Pacific AIDS Network* (PAN).

La communauté *Je suis séropo*

Je suis séropo est une communauté en ligne de personnes vivant avec le VIH ayant décidé de s'exprimer publiquement et de partager leurs rêves et leurs ambitions, cela afin de rappeler qu'elles sont des citoyen·e·s à part entière et qu'elles ont leur place dans la société. Cette année, Daniel-Claude s'est joint à cette communauté pour dire que *C'est le sida qu'il faut exclure, pas les séropositifs*.



Je suis séropo est un lieu de rassemblement, d'échange, de réflexion et de parole. Au cours de l'année, des personnes vivant avec le VIH ou affectées par l'épidémie se sont exprimées à travers 17 billets de blogue couvrant divers sujets tels que la vie au quotidien avec le VIH lorsqu'on est séropositif depuis plus de 25 ans, ou encore le rêve d'une mère pour ses enfants séropositifs.

Nous tenons à remercier ceux et celles qui se sont exprimé·e·s à travers cette communauté cette année. Votre contribution est un apport indéniable à lutte contre la stigmatisation de la séropositivité au VIH. www.jesuissero.org

En 2018-2019, nous prévoyons...

- Continuer d'accompagner dans différents projets et défis nos organismes-membres.
- Maintenir, de manière continue, les liens avec les directions générales. Sont prévues une rencontre avant l'assemblée générale annuelle (AGA) 2018 et une autre à l'automne.
- Poursuivre la collaboration avec la TRPOCB sur les différents dossiers concernant la gouvernance et le communautaire.
- Poursuivre le travail de mobilisation au sein de la Coalition à l'égard des positions adoptées (voir p. 26) afin que nous militions tou·te·s dans la même direction.
- Créer une synergie entre l'offre de formation GIPA du caucus des personnes vivant avec le VIH et le programme de l'IDLP.
- Réfléchir sur les moyens concrets à mettre en place afin que les maisons d'hébergement puissent préparer un monde sans sida ni VIH. Une avenue serait de sensibiliser les résidant·e·s au rôle actif qu'ils et elles peuvent jouer dans la non-transmission du VIH. Si chaque maison évite ne serait-ce qu'une seule transmission, nous aurons contribué de manière concrète à préparer « un monde sans sida, ni VIH ».

Partage et transfert de connaissances au service de notre lutte

À la COCQ-SIDA, nous croyons grandement que la connaissance est source d'empowerment. Ce pour quoi nous consacrons une grande partie de nos activités au transfert de connaissances. Que ce soit par la création de lieux de formation et d'échanges sur les actualités scientifiques et sociales ayant un impact direct sur le travail d'intervention, par l'offre d'une formation sur les enjeux de lutte contre le VIH aux intervenant-e-s œuvrant depuis peu au sein des organismes-membres, ou encore par l'opportunité donnée aux personnes vivant avec le VIH de participer significativement à la lutte, la Coalition s'assure en tout temps d'adapter ses formations aux besoins de ses organismes-membres et des personnes concernées par l'épidémie.

TRANSFERT ET PARTAGE DE CONNAISSANCE DANS LE MILIEU COMMUNAUTAIRE

Formations

À l'automne 2017, la COCQ-SIDA s'est associée à CATIE pour créer un **Outillons-nous (ON) hybride « Formation de base »** afin d'harmoniser les connaissances du personnel des organismes-membres. Les participant-e-s ont ainsi pu suivre le cours en ligne de CATIE « **Prévenir la transmission sexuelle du VIH** » pour assister ensuite à une rencontre sur deux

jours leur permettant de consolider les informations acquises. Les sujets abordés lors de ces deux journées leur ont permis de réfléchir sur la **place des valeurs dans l'intervention** et d'échanger sur le consensus communautaire **Indétectable = Intransmissible**. La **quarantaine de participant-e-s** provenaient de **14 organismes-membres** et de **2 organismes alliés**.

Webinaires

Les **webinaires** – des conférences diffusées sur le web – offrent la possibilité de présenter des formations pertinentes sans que les participant-e-s n'aient à se déplacer. Comme ils sont enregistrés, les webinaires sont ensuite publiés sur la page YouTube de la Coalition, les rendant ainsi accessibles à tou-te-s les intervenant-e-s au moment qui leur convient le mieux.

Cette année, il y a eu **5 webinaires** :

- **Projet VRAIH : Déconstruire les mythes pour mieux intervenir** (mai 2017). Marie-Camille Paquet de **RÉZO** a présenté ce projet portant sur la violence dans les relations amoureuses et intimes entre hommes.
13 participant-e-s en direct
76 vues sur YouTube au 31 mars 2018
- **VIH 101** (octobre 2017). Pierre-Henri Minot du **Portail VIH/sida du Québec (PVSQ)** a survolé les grandes lignes de l'infection au VIH en prévision de l'ON hybride de novembre.
18 participant-e-s en direct
210 vues sur YouTube au 31 mars 2018

- Marie-Élaine LaRoche et René Légaré de la **COCQ-SIDA** ont présenté la campagne lancée pour la Journée mondiale de lutte contre le sida, le 1^{er} décembre 2017 (novembre 2017).

14 participant·e·s en direct
19 vues sur YouTube au 31 mars 2018

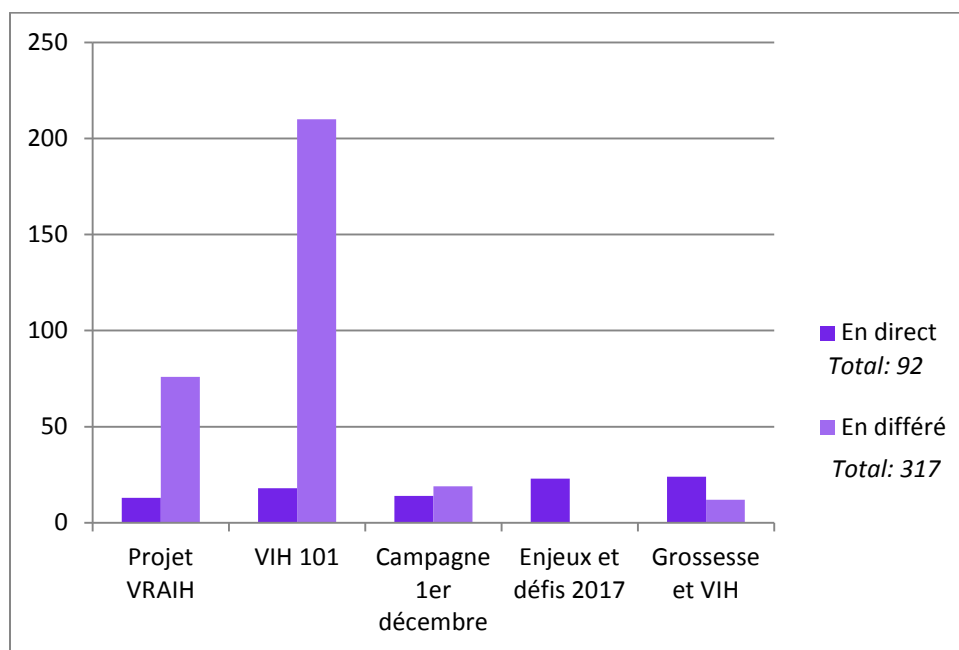
- **Enjeux et défis 2017** (février 2018). Martine Fortin de la **COCQ-SIDA** a résumé les faits saillants de divers congrès ayant eu lieu en 2017.

23 participant·e·s en direct

- **Grossesse et VIH 23** (mars 2018). D^{re} Isabelle Boucoiran du **Centre hospitalier universitaire Ste-Justine** a présenté l'état actuel des connaissances sur la grossesse, l'allaitement et le VIH.

24 participant·e·s en direct
12 visionnements sur YouTube au 31 mars 2018

Webinaires, nombre total de visionnements en direct ou en différé



Accompagnements des membres

Plusieurs organismes-membres nous ont expressément demandé de les accompagner dans différents projets et défis, qu'il s'agisse de consolidation de leur mission, du développement de projets de recherche-intervention, de rencontres avec des intervenant·e·s sur des sujets d'actualité spécifiques (PPE, PPrE, TasP, I=I, cri-

minalisation de l'exposition au risque de transmission du VIH, etc.) ou de formation des administrateur·trice·s. Cet accompagnement constitue un outil sur mesure et à la demande qui se veut un complément aux diverses formations que la Coalition offre à ses membres.

Outiller les administrateur-trice-s

Dans le même ordre d'idées, nous maintenons l'offre permanente au conseil d'administration (CA) de la Coalition pour différentes formations et séances d'information désirées

par les administrateur-trice-s. Cette année, nous avons notamment offert des formations sur les sujets suivants : considérations éthiques, rôle de l'administrateur-trice et I = I.

DIFFUSION DU SAVOIR SUR LES ENJEUX LÉGAUX LIÉS AU VIH

En transfert de connaissance, le [Programme Droits de la personne et VIH/sida](#) est un acteur incontournable afin d'outiller tou-te professionnel-le sur les enjeux légaux et juridiques en lien avec le VIH et le sida.

Au cours de l'année se terminant, l'équipe du Programme a poursuivi ses formations sur :

- La discrimination vécue dans l'accès aux soins de santé;
- L'importance de la confidentialité du contenu des dossiers médicaux.

Elle s'est également assurée de pérenniser la diffusion de son étude sur l'accès aux soins dentaires. [Cinq formations](#) ont permis de sensibiliser quelques [150 futur-e-s professionnel-le-s en soins dentaires](#) sur les craintes de bris de confidentialité et dans la discrimination perçue ou avérée lors de l'accès aux soins de personnes vivant avec le VIH ou le sida.

UN PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP POUR LES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH

L'IDLP, Institut québécois de développement du leadership positif

Au mois d'août 2017, la COCQ-SIDA, en partenariat avec OAN et PAN, a démarré officiellement le [volet québécois de l'Institut de développement du leadership positif \(IDLP\)](#). Financé par l'ASPC, ce projet de cinq ans vise à outiller les personnes vivant avec le VIH du Québec, afin qu'elles réalisent leur potentiel de leadership et accroissent leur capacité à participer, de manière significative, à la vie communautaire.

Depuis sa création par OAN, en 2006, l'IDLP compte, en Ontario seulement, plus de 800 personnes ayant terminé au moins un niveau du programme de formation. Fort de son succès, ce programme s'est étendu au-delà des frontières ontariennes. Ainsi, par un partenariat entre OAN et PAN, la Colombie-



Britannique compte aujourd'hui un institut, et COCQ-SIDA s'est jointe au partenariat afin d'établir [le premier institut du leadership positif francophone](#). La réputation du programme a même traversé l'océan Pacifique, des instituts ayant aussi été établis en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Le projet de formation de l'IDLDP a un caractère unique, puisque **son comité aviseur est constitué exclusivement de leaders séropositif-ve-s** qui sont, soit membres du comité de personnes vivant avec le VIH du CA de la COCQ-SIDA, soit animateur-trice-s de la formation. La formation est organisée et animée par des personnes vivant avec le VIH, ce qui a pour effet de créer un milieu sécuritaire où les participant-e-s séropositif-ve-s, peuvent explorer les pratiques du leadership en toute quiétude. Le **comité aviseur** a été mis en place afin que les membres du comité du CA s'intéressent au choix du lieu, à la sélection des participant-e-s, à la traduction, de même qu'à l'adaptation aux réalités québécoises de la formation de base.

Les animateur-trice-s de l'Institut se sont rencontré-e-s tout au long de l'année afin de **travailler sur les différents aspects du volet québécois de la formation et de développer leur habiletés à bien s'exprimer en public**. Ils et elles ont aussi suivi les deux premiers modules de formation sur le leadership offert par OAN, où les premiers soins, l'auto-analyse et la rétroaction structurée ne sont que quelques-uns des sujets ayant été abordés. Suite à ces formations, l'équipe du Québec s'est concentrée sur les possibilités d'offrir la première formation aux futur-e-s leaders positif-ve-s du Québec à l'extérieur des grands centres.

Ainsi, au courant de la dernière année, l'Institut a développé le premier module de formation des futur-e-s leaders positif-ve-s du Québec : « **Qui suis-je en tant que leader ?** ». Cette première formation du volet québécois de l'IDLDP a eu lieu du 8 au 11 mars 2018 au Couvent Val-Morin. Quatre jours mémorables où **18 leaders émergent-e-s ou établi-e-s** ont tissé des liens et abordé des sujets tels que les valeurs, la prise de décision, le dévoilement et les pratiques du leadership. La démarche de la formation s'appuie sur la conviction que le leadership ne dépend pas

d'un petit groupe d'individus charismatiques, mais plutôt que **tout le monde détient la capacité d'être un-e chef-fe de file à sa manière**. Tout au long de la formation, les participant-e-s ont été encouragé-e-s à se considérer comme **faisant partie de la grande communauté des personnes vivant avec le VIH**, à valoriser et à apprécier leurs propres expériences et à comprendre l'histoire, de même que l'évolution, de la réponse nationale et mondiale à l'épidémie du VIH.

crédit photo : Nadia Guillemette



Avec cette formation et celles à venir, L'IDLDP offre l'opportunité **d'identifier et de développer des compétences en leadership et d'augmenter la résilience chez toutes les personnes vivant avec le VIH du Québec**. Le programme favorise un modèle collaboratif de leadership et repose sur la **vision commune suivante** :

- Nous croyons que des leaders forts créent des communautés fortes;
- Nous honorons les leaders du passé;
- Nous valorisons le leadership d'aujourd'hui;
- Nous inspirons le leadership de demain;
- Le programme de l'IDLDP vise à créer un réseau de citoyen-ne-s séropositif-ve-s informé-e-s qui participeront et influenceront leurs communautés locales. Le soutien d'une génération nouvelle et émergente de dirigeant-e-s vivant avec le VIH est essentiel pour poursuivre notre approche collaborative.

Comme les thérapies antirétrovirales ont radicalement changé la manière dont nous vivons nos vies, nous avons compris depuis longtemps que c'est la stigmatisation qui

affecte négativement la lutte contre le VIH. Nous devons soutenir des leaders solides et confiant-e-s pour enfin voir la fin de l'épidémie. Aux 800 diplômé-e-s de l'Ontario s'ajoutent 200 personnes vivant avec le VIH de la Colombie-Britannique qui ont obtenu leur diplôme de l'Institut, portant à ce jour **le total de diplômé-e-s à 1000**. Ces leaders ont provoqué des changements sociaux et communautaires remarquables. Nous nous attendons au même apport de la part de la communauté de lutte contre le VIH du Québec.

D'ici le 31 mars 2022, l'Alliance pancanadienne de l'IDLP disposera d'un programme cohésif, basé sur des données probantes, disponible dans les deux langues officielles. Elle compte offrir la formation à **plus de 400 personnes vivant avec le VIH de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et du Québec**. Ces

personnes auront amélioré leurs habiletés personnelles en communication et en leadership, ainsi que leurs capacités à s'impliquer dans leur communauté de 40%. Enfin, 10% des diplômés de l'IDLP auront mis en pratique leurs apprentissages et leurs habiletés en leadership en s'impliquant dans divers rôles au sein d'organismes communautaires.

Dans un premier temps, le comité aviseur de l'IDLP a choisi d'offrir la formation de base aux membres des conseils d'administration et aux employé-e-s des organismes communautaires de lutte contre le VIH. Au cours de la prochaine année, l'IDLP ouvrira ses portes à **toutes les personnes vivant avec le VIH qui s'intéressent au développement de leurs capacités de leadership et de résilience en lien avec le VIH**. idlp.info



crédit photo : Nadia Guillemette

En 2018-2019, nous prévoyons...

Entente DPITSS-COCQ-SIDA

L'année 2018-2019 sera le début de la **nouvelle entente avec la DPITSS**. Cette entente repose sur l'évaluation des besoins des membres et propose de mettre l'emphase sur la consolidation de nos services, actions et activités. Dans les dernières années, la COCQ-SIDA a développé de nombreux outils et réalisé de multiples activités. Il est maintenant temps d'**optimiser nos manières de faire et de consolider nos acquis**, notamment concernant les ON en misant davantage sur la formation plutôt que sur le transfert des connaissances. Solidifions la base afin de poursuivre le développement.

Formation

- **Augmenter** le nombre d'institutions et d'organisations rejointes par nos séances de formation juridique sur la confidentialité du statut sérologique, l'accès aux soins, l'accès et le maintien en emploi des personnes vivant avec le VIH.
- **Proposer** davantage de formations sur des questions de droits aux équipes de travail des organismes-membres.
- Au niveau juridique, **renforcer** notre capacité à offrir des services spécialisés d'accompagnement, de représentation et de référencement.
- **Continuer d'offrir** les différentes formations et séances d'information programmées par les membres du CA.
- **Maintenir** l'offre de la formation GIPA du caucus des personnes vivant avec le VIH et la proposer à au moins deux organismes-membres n'en ayant pas encore bénéficié.
- **Proposer** davantage de formations sur des questions de droits aux personnes vivant avec le VIH ou issues de populations affectées par la problématique.
- **Continuer** le développement de liens avec d'autres partenaires afin de bonifier l'offre de services juridiques aux personnes vivant avec le VIH.

Institut de développement du leadership positif

- **Développer** des outils promotionnels afin de rejoindre un maximum de personnes vivant avec le VIH en lien ou non avec les organismes communautaires de lutte contre le VIH.
- **Offrir** deux formations de base au cours de l'année.
- **Traduire** en français et **adapter** aux réalités québécoises le deuxième module : *La formation des compétences en communication*.

Contre préjugés, discrimination et stigmatisation : la sensibilisation

En cette ère d'efficacité des traitements pour contrôler et prévenir l'infection au VIH, nous faisons face à un clivage important entre les croyances et connaissances de la population générale, et la réalité terrain. Malgré les avancées scientifiques, la peur d'une infection est encore bien ancrée dans les mentalités, tout comme le sont préjugés, discrimination et stigmatisation. Ces diverses formes de rejet et cette désinformation sont plus nuisibles que le virus en soi, créant des barrières à notre combat. Pour les contrer, nous privilégions la sensibilisation et l'accès à de l'information factuelle.

LE TRAVAIL EN AMONT : LA VIE DES COMITÉS

Les comités de travail sont la **base essentielle** sur laquelle se déploient **nos réflexions et nos actions**. Ils sont le lien nous permettant de rester en contact avec ce qui se vit sur le terrain et de cerner les enjeux émergents. En jumelant l'expertise communautaire aux données scientifiques probantes, les comités orientent la création de projets qui **répondent aux besoins de nos membres**.

Hommes gais et HARSAH

Le comité hommes gais et HARSAH (hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes) a procédé cette année à l'**évaluation de la campagne Sexe au menu**. Réalisée par l'agente de projet **Isabelle Robichaud**, cette évaluation a été conduite par le biais de groupes de discussion et d'un questionnaire en ligne, et a permis d'obtenir de l'information fort utile pour le développement de nos prochaines campagnes de communication.

Les membres du comité ont identifié de nombreux enjeux émergents et ont, conséquemment, effectué un travail de priorisation pour identifier ceux qui sont essentiels et à considérer en premier.

Enfin, deux formations ont été données aux membres du comité :

- La **prophylaxie préexposition (PPrE)**, par Alexander McKenzie du Centre de

recherche du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM);

- **Consommation de crystal meth** et hommes gais, offerte par Daniel-Jonathan Laroche d'ACCM, un membre du comité.

Femmes

La COCQ-SIDA prévoit lancer le **deuxième volet de la campagne Dans mon sac** au cours de l'année 2019, le comité femmes ayant entamé une réflexion sur les besoins à combler et décidé de ne pas créer de nouvelle campagne, mais plutôt **de développer des outils utiles à l'intervention**. Comme le site transmet de l'information générale, les actions de l'année-emphase permettront de cibler certains sous-groupes de femmes.

Communautés ethnoculturelles

Le comité communautés ethnoculturelles, en fonction des besoins à combler en intervention, a décidé de travailler au **développement du 2^e volet de la campagne Se faire dépister** plutôt que d'en créer une nouvelle. Dans ce second volet, les membres du comité ont décidé de créer **deux courtes capsules d'animation** afin de **démystifier le dépistage et d'aborder les motivations et les freins à se faire dépister**.

Premier décembre

La campagne de sensibilisation **Le VIH n'est pas une barrière entre nous**, lancée à

l'occasion de la **Journée mondiale de lutte contre le sida 2017**, est tributaire du travail du comité Premier décembre. Suite à une discussion sur l'évolution des besoins en communication, il a été suggéré d'organiser **une rencontre de réflexion** avec les membres du comité Communication pour réadapter les projets communicationnels aux réalités du terrain.

Droits et VIH au cours de l'année est la **création de deux courts métrages sur la confidentialité du statut sérologique** (voir p. 22). Les discussions du Comité ont, quant à elles, surtout porté sur les questions de bris de confidentialité dans le milieu de la santé, et sur les développements en matière de criminalisation de l'exposition au VIH.

Droits et VIH

Ce qui a mobilisé les membres du Comité

LES DROITS POUR PLUS DE JUSTICE SOCIALE

En septembre 2017, la COCQ-SIDA a lancé **deux courts métrages sur la confidentialité du statut sérologique** afin de sensibiliser le grand public à la discrimination et la stigmatisation que vivent toujours les personnes vivant avec le VIH (voir page 22).

En matière de **criminalisation**, la COCQ-SIDA a continué de **sensibiliser les différents acteurs politiques et judiciaires** aux réalités vécues par les personnes vivant avec le VIH. Nous avons assuré une veille des cas de poursuites des personnes accusées de ne pas avoir divulgué leur statut sérologique à leurs partenaires, développé des outils, et offert notre soutien aux avocats de la défense dans ces dossiers.

Finalement, en février 2018, la coordonnatrice du programme a rencontré des **représentant-e-s de Retraite Québec** afin de les sensibiliser aux besoins spécifiques de certaines familles dont les enfants vivent avec le VIH. Cette rencontre fructueuse a mis en évidence le besoin de revoir les critères d'octroi désuets du **supplément pour enfants handicapés**.

VIH INFO DROITS, UN SERVICE D'INFORMATION SUR MESURE

Lancé en janvier 2009, VIH info droits est un **service d'information juridique** s'adressant aux personnes vivant avec le VIH, aux intervenant-e-s des organismes-membres de la Coalition et à toute personne ayant une question ou une problématique juridique liée au VIH.

VIH info droits offre aussi **de l'accompagnement dans les démarches administratives et juridiques**, et réfère à des avocat-e-s ou des services spécifiques, si nécessaire.

Informer pour outiller

Entre le 1^{er} avril 2017 et le 31 mars 2018, le service VIH info droits a répondu aux demandes de **193 usager-ère-s**, soit une augmentation de plus de 40 demandes par rapport à l'an dernier.

Encore cette année, les demandes ont été très diversifiées. Les questions ayant trait à **l'immigration** arrivent au premier rang, malgré une baisse de 2% par rapport à l'année dernière. Le pourcentage des demandes en lien avec la **discrimination** a connu une **hausse**

significative, passant de 6% à 17%. Il faut noter que les questions liées à l'emploi préoccupent toujours autant les usager-ère-s de VIH info droits, avec la majorité des demandes qui concernent des cas de discrimination en milieu de travail. Une partie importante des demandes relatives aux assurances concernent les assurances fournies par un employeur. Nous constatons une diminution des demandes en lien avec les assurances, et les questions en lien avec les prestations sociales et les voyages se sont maintenues.

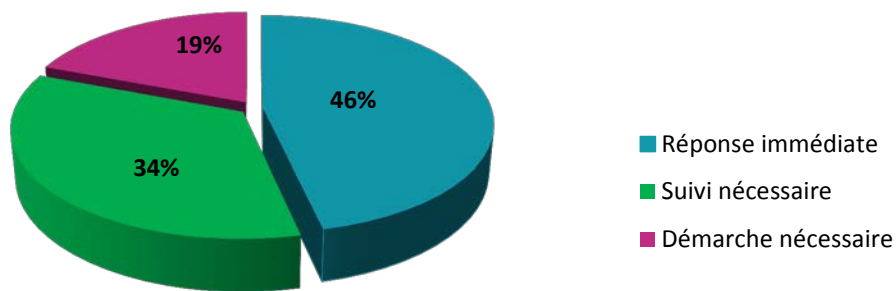
Les cas de criminalisation arrivent à 6 % du nombre total des demandes adressées à VIH info droits. Malgré la baisse de ces demandes, nous avons noté que les questions soulevées reflètent une grande confusion chez les usager-ère-s quant à la compréhension et à l'utilisation du droit criminel dans des cas d'exposition au VIH.

Les questions relatives à la confidentialité se situent à 11%, comparativement à 13% pour l'année dernière.

Selon la teneur des demandes des usagers, 46% des cas ont pu se régler avec une réponse immédiate, 34% des cas ont nécessité des recherches supplémentaires et/ou un suivi. Finalement, 19% des cas ont nécessité d'entreprendre des démarches supplémentaires ou d'entamer des recherches sur des questions plus pointues (voir graphique ci-dessous).

Parmi les cas ayant nécessité une démarche supplémentaire, on retrouve aux premiers rangs des cas de discrimination (64%) et d'atteintes à la vie privée (16%). Suivent les démarches auprès des assureurs privés (13%). On remarque qu'il y a une baisse des démarches en matière d'immigration comparativement à l'année dernière. Nous estimons que c'est en raison de la nature des demandes qui sont sensiblement similaires, ce qui permet à VIH info droits de répondre directement sans devoir effectuer de recherches supplémentaires.

Type de règlement pour l'ensemble des demandes traitées



Former pour outiller

Le travail de sensibilisation de VIH info droits s'effectue également à travers des formations offertes aux organismes-membres, des présentations grand public, et la rédaction de capsules d'information.

Cette année, une présentation sur la criminalisation de la non-divulgence du VIH s'est tenue à la Maison Plein Cœur. Une discussion ouverte a permis aux participants de comprendre concrètement l'impact juridique et les

implications sociales de la criminalisation. Cette question a provoqué entre les participants un échange d'opinions qui leur a permis de s'exprimer en lien avec leur parcours personnel.

Le service VIH info droits participe également aux **rencontres du Comité Droits de la COCQ-**

SIDA. Lors de ces rencontres, le service offre, aux représentant·e-s présent·e-s, un aperçu des questions reçues et recense leurs préoccupations. Il s'agit également d'une opportunité pour rappeler certains principes en vigueur et mettre à jour les connaissances des membres quant à l'état du droit sur les questions liées au VIH.

EN AVAL, LES COMMUNICATIONS POUR INFORMER ET SENSIBILISER

Les fruits des réflexions des membres participant à la vie des comités de travail (voir p.4) sont, entre autres, **divers outils d'information et activités de communication à l'attention du grand public ou des personnes concernées par l'épidémie**. Durant l'année 2017-2018, nous avons continué la publication du magazine *Remaides Québec* et réalisé une campagne de communication. De plus, la majorité des capsules Droits et VIH ont été mises à jour.

Remaides Québec

Remaides Québec est un magazine à l'attention des personnes vivant avec le VIH, qui est publié trois fois par année. Il se veut être la vitrine des réalités et du vécu des personnes vivant avec le VIH du Québec. Ainsi, les membres du comité de rédaction se font un devoir d'allouer une place prépondérante au témoignage ou d'obtenir sur un sujet précis la perspective de personnes concernées par le sujet. La qualité de *Remaides* découle de **l'excellent travail des membres bénévoles du comité de rédaction**. La Coalition leur vaut le plus grand des respects et leur dit merci.



Campagnes de communication

D'une année à l'autre, la COCQ-SIDA lance une campagne d'information en prévention du VIH auprès d'un des publics suivant :

- **Hommes gais, bisexuels et tous hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes** (cis ou trans);
- **Personnes issues de communautés ethnoculturelles;**
- **Femmes.**

Se faire dépister

Cette année, nous devons lancer **le volet 2 de la campagne *Se faire dépister***, une campagne d'information à l'attention des personnes issues de communautés ethnoculturelles. Cependant, certains délais ont entraîné le **report du lancement à l'automne 2018**.



Le VIH n'est pas une barrière entre nous

Au cours de l'année 2017-2018, le Comité Premier décembre a travaillé à la réalisation de la campagne de sensibilisation « *Le VIH n'est pas une barrière entre nous* ». Lancée à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, le 1er décembre 2017, cette campagne grand public a pour but de continuer à informer sur le fait que le VIH ne devrait pas être une barrière au développement de relations affectives et sexuelles plaisantes et épanouissantes. Surtout aujourd'hui plus que jamais auparavant, du fait que la science a démontré que le risque de transmission est nul lorsque la personne a un suivi médical régulier, prend, sans oublier de doses, un traitement anti-VIH efficace et maintient une charge virale indétectable de manière durable. Elle vise aussi à sensibiliser les personnes vivant avec le VIH qui, par crainte, préfèrent ne pas avoir de relations affectives ou sexuelles.

Cette campagne a été lancée à travers un plan de promotion web qui n'a pas été sans tracasseries. Encore une fois, soit à cause du visuel ou de certains termes, sa promotion publicitaire a été refusée par Facebook et Google Ads, nous obligeant à modifier les

publicités. Par ailleurs, selon quelques commentaires reçus, le message véhiculé n'était pas clair. Ce qui a soulevé des questions au sein du comité Premier décembre sur le type de message que nous voulons transmettre lorsque l'on s'adresse au grand public.



Courts-métrages sur la confidentialité du statut sérologique

En septembre 2017, à l'occasion de la fête du Travail, la Coalition a lancé deux courts métrages de sensibilisation portant sur le caractère confidentiel du statut sérologique au VIH. Il s'agit de fictions basées sur des faits réels de discrimination, l'un abordant ce sujet dans les contextes des milieux de garde et l'autre dans celui du travail.

Ils ont été réalisés par Funambules Médias, sous la direction de la coordonnatrice du secteur Droits de la personne et VIH/sida, et avec la collaboration des membres du Comité Droits de la personne et VIH.



Capsules VIH info droits

Une mise à jour des capsules sur le dévoilement en milieu de travail, les assurances, l'immigration ainsi que les voyages à l'étranger a été effectuée. De plus, une nouvelle capsule sur les accommodements raisonnables au travail a été publiée.

Ce travail a été réalisé en collaboration avec des stagiaires de l'Université McGill (McGill), l'UdeM et de l'UQAM permettant ainsi à VIH info droits de consolider et rendre accessible de l'information juridique sur les droits des personnes vivant avec le VIH.

LA REPRÉSENTATION POUR PLUS D'ÉQUITÉ

Le travail de représentation auprès d'Héma-Québec se poursuit comme c'est le cas depuis plusieurs années (comité des receveurs de produits sanguins). La personne déléguée par la COCQ-SIDA a demandé aux membres du comité de tenir une élection afin de renouveler le poste de présidence, histoire de laisser l'opportunité à d'autres personnes d'endosser le rôle.

En 2018-2019, nous prévoyons...

- Continuer à sensibiliser le grand public sur les discriminations toujours vécues par les personnes vivant avec le VIH, notamment en veillant à diffuser les courts métrages sur les bris de confidentialité et sur la discrimination à l'embauche.
- Continuer à développer un contenu juridique vulgarisé et accessible en ligne.
- Terminer le plan de promotion pour assurer une visibilité et utilisation constante de l'ensemble des outils de sensibilisation de la Coalition.
- Travailler, de concert avec le Comité communautés ethnoculturelles, au lancement d'outils de communication du 2^e volet de la campagne *Se faire dépister*.
- Travailler, de concert avec le comité femmes, pour la mise en place d'un plan d'action concernant le second volet de la campagne de communication *Dans mon sac*.

La défense des droits, le fondement de nos actions

La Coalition a développé une grande expertise dans le domaine de la défense des droits. Depuis plus de vingt ans, elle a pu compter sur l'expertise d'avocates chevronnées, d'intervenante-s et d'activistes engagé-e-s qui ont travaillé et continuent d'agir dans différents dossiers porteurs d'injustice pour les personnes vivant avec le VIH et celles qui en sont affectées. Ces injustices constituent des barrières qui ne font que nuire à l'objectif émis par l'ONUSIDA de mettre fin à l'épidémie d'ici 2030.

CRIMINALISATION

Le **ministère de la Justice du Canada** a lancé au printemps 2017 un processus de consultation pour réformer la criminalisation de la non-divulgence de la séropositivité. La COCQ-SIDA a pris part à ce processus, en participant notamment à la rédaction de la déclaration de consensus communautaire de la CCRCV, diffusée dès la fin du mois de novembre 2017. Cette déclaration présente une critique commune de l'approche canadienne en matière de criminalisation du VIH, et demande que des actions spécifiques soient entreprises par les divers paliers de gouvernement afin de mettre fin aux poursuites criminelles injustes visant des personnes vivant avec le VIH.

En juillet 2017, la Coalition a déposé un mémoire à titre d'intervenante devant la **Cour d'appel de la Nouvelle-Écosse** dans l'affaire *R. v. Thompson*, conjointement avec le Réseau juridique canadien VIH/Sida et HALCO. La décision rendue en février 2018 constitue une avancée dans la jurisprudence canadienne en matière de criminalisation de la non-divulgence du statut sérologique. Elle confirme que le préjudice psychologique



allégué par une victime présumée ne peut, à lui seul, être le fondement d'une poursuite en non-divulgence.

En septembre 2017, le programme a demandé à la ministre de la Justice du Québec, Mme Stéphanie Vallée, **un moratoire sur les poursuites liées à la non-divulgence du VIH** et a réitéré cette demande en décembre 2017 suite au dépôt du Rapport fédéral sur la réponse du système de justice pénale à la non-divulgence de la séropositivité. Alors que ce rapport constitue un tournant majeur en matière de criminalisation, le ministère de la Justice du Québec n'a toujours pas adopté de directive reflétant la volonté du gouvernement fédéral.

Cependant, en participant au **Groupe de travail sur la criminalisation de l'exposition au VIH piloté par le MSSS**, la COCQ-SIDA fait cheminer cette volonté de changer l'approche québécoise en matière de criminalisation. Notre participation contribue au développement de partenariats avec les acteurs du système judiciaire, notamment les procureur-e-s de la Couronne et les policier-ère-s, afin de les sensibiliser à la complexité du phénomène de la criminalisation et à la nécessité de prendre en compte les droits des personnes vivant avec le VIH.

ASSURANCES

Bien que les personnes vivant avec le VIH puissent désormais souscrire à certaines polices d'assurance vie, les conditions d'éligibilité à ces produits d'assurance demeurent excessivement strictes et onéreuses. En mars 2018, la coordonnatrice du Programme a participé à une **cellule de réflexion** sur la question, à l'issue de laquelle les participant-e-s se sont engagé-e-s à poursuivre le travail et leur collaboration dans **l'amélioration de l'accès aux produits d'assurance vie** pour les personnes vivant avec le VIH.

EMPLOI

Avec d'autres partenaires dont la **Société canadienne de la sclérose en plaques, division du Québec**, la COCQ-SIDA a continué de militer auprès du **MSSS** afin qu'il révisé les **questionnaires de santé préembauches discriminatoires** utilisés dans ses établissements, et pour qu'une formation soit donnée au personnel attiré aux ressources humaines dans ces mêmes établissements. À la fin mars 2018, le cabinet du ministre Gaétan Barrette a confirmé que la révision de ces questionnaires était en cours.

IMMIGRATION

Au mois de mai 2017, la COCQ-SIDA et ses partenaires ont soumis un **mémoire** au **Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration** sur la nécessité de réformer la notion de fardeau excessif, laquelle constitue un obstacle majeur pour plusieurs personnes vivant avec le VIH souhaitant obtenir leur résidence permanente. Le 15 février 2018, le **ministre fédéral d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada** a annoncé qu'il comptait mettre en place, au printemps, un plan visant à amender les dispositions légales et réglementaires liées au fardeau excessif.

ACCOMPAGNER POUR FAIRE VALOIR LEURS DROITS

Plusieurs démarches effectuées par le service VIH info droits ont pour but d'**accompagner les personnes vivant avec le VIH afin qu'elles soient outillées pour faire valoir leurs droits**.

En matière de **discrimination**, le service a notamment agi directement auprès d'employeurs ou encore, a accompagné des usager-ère-s dans leurs procédures auprès de la **Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ)**.auprès des organismes publics, le service a notamment tenu des discussions avec la **Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ)** sur la possibilité, dans certains cas, d'être couvert par le régime public afin de bénéficier du plafond annuel maximal

concernant le coût des médicaments, ainsi qu'auprès de Retraite Québec concernant les conditions d'octroi du supplément pour enfant handicapé.

Dans les cas d'**atteinte à la vie privée**, le service a rédigé des plaintes et des mises en demeure pour le compte de personnes ayant vu leur statut sérologique divulgué sans leur consentement par des collègues de travail, des proches ou des voisins. En matière d'**assurances**, le service, dans certains dossiers, a pris contact avec des compagnies d'assurances afin d'étudier la couverture offerte et de s'assurer que les sommes déboursées par ces compagnies soient inscrites dans la police avant la signature.

POSITIONS ET DÉCLARATION

Positions sur la PPrE et la PPE

Nous avons revisité la position officielle de la COCQ-SIDA portant sur les traitements comme moyen de prévention afin d'en extraire – et de peaufiner – les questions de la PPrE et de la PPE. Nous considérons en effet que ces deux concepts clés en prévention méritaient d'être précisés et développés dans des documents séparés.

Position sur la décriminalisation totale du travail du sexe

L'année 2017-2018 a aussi été témoin de la finalisation de notre position sur la décriminalisation totale du travail du sexe.

Position sur Indétectable = Intransmissible

Nous avons également terminé la rédaction d'une position portant sur le principe « I = I ».

Ces quatre nouveaux textes ont été adoptés, en principe, lors de l'assemblée générale annuelle en 2017. S'en est suivie une réécriture tenant compte des commentaires reçus lors de cette assemblée. Les versions définitives ont été approuvées par le CA.

Déclaration

C'est sans relâche que nous travaillons à la promotion de la *Déclaration québécoise des droits et responsabilités des personnes vivant avec le VIH/sida*. Cette année, nous avons orienté nos actions auprès des député·e·s fédéraux·ales et provinciaux·ale·s ainsi qu'auprès de professionnel·le·s de la santé. C'est d'ailleurs lors d'activités de formation offertes à de futur·e·s dentistes et hygiénistes dentaires que la Déclaration a été promue par une personne vivant avec le VIH. Quant aux députations, une lettre les invitant à appuyer la Déclaration leur a été envoyée en décembre dernier. Seul·e·s des député·e·s provinciaux·ale·s, de toutes allégeances, ont répondu à l'appel. Notons que nous avons dépassé le cap des 1000 signatures, incluant 14 député·e·s.

Déjà 1000 signatures !

Et vous, avez-vous signé ?



**Déclaration québécoise des droits
et responsabilités des personnes
vivant avec le VIH/sida**

Liste des député-e-s ayant officiellement appuyé la Déclaration

Fédéral		Provincial				
Député-e	Parti politique	Député-e	Parti politique			
			CAQ	PLQ	PQ	QS
		David Birnbaum D'Arcy-McGee				
		François Bonnardel Granby				
		Benoit Charrette Deux-Montagnes				
		Catherine Fournier Marie-Victorin				
		François Gendron Abitibi-Ouest				
		Geneviève Guibault Saint-Augustin-de-Desmaures				
		Maka Kotto Bourget				
		Agnès Maltais Taschereau				
		Manon Massé Sainte-Marie-Saint-Jacques				
		Gabriel Nadeau-Dubois Gouin				
		Sylvain Pagé Labelle				
		Carole Poirier Hochelaga-Maisonneuve				
		Denis Trottier Roberval				
		Karine Vallières Richmond				

COMITÉ PROVINCIAL DES TRAITEMENTS

Le comité provincial des traitements est composé de personnes vivant avec le VIH et de représentant-e-s du BRAS-Outaouais, de CATIE, du CAPAHC et du PVSQ. Afin de faciliter la participation de nouveaux membres, il a cessé, au courant de l'année, de tenir ses rencontres la veille des réunions du CA.

Le comité provincial des traitements fait le suivi de l'accessibilité des différents traitements antirétroviraux du VIH et du VHC au fur et à mesure de leur approbation. Les membres suivent les dossiers fondamentaux comme ceux de l'accès universel, les coûts des traitements, l'accès aux molécules génériques et tout ce qui est relié aux traitements comme moyen de prévention. Nous

travaillons également de près avec les organismes-membres comme non membres qui portent des projets d'informations sur les traitements, comme le PVSQ, ACCM et le CAPAHC.

Le comité est préoccupé par **différentes réalités qui contreviennent à l'accessibilité aux traitements** et suit différents projets qui tentent de remédier à cette situation, comme le projet de recherche concernant l'accès aux traitements des personnes en situation d'immigration.

En 2018-2019, nous prévoyons...

- **Poursuivre** nos efforts de plaidoyer au niveau fédéral et provincial afin de réduire le recours au droit criminel dans les cas d'exposition au VIH.
- **Continuer** nos efforts de plaidoyer visant notamment à nous assurer que les réformes promises en matière d'immigration, d'embauche dans le secteur de la santé et de révision des critères d'obtention du supplément pour enfant handicapé soient bel et bien implantées.
- Dans la perspective d'une campagne électorale provinciale en 2018, **établir** un plan d'action spécifique pour avoir l'heure juste des différents partis politiques sur leur intention de lutter efficacement contre l'épidémie du VIH.
- **Maintenir** nos implications et participations aux différentes instances scientifiques, académiques et ministérielles.

La recherche communautaire : des savoirs engagés par et pour les communautés

La COCQ-SIDA considère le transfert de connaissances comme source importante d'empowerment. Il est ainsi d'une importance indéniable que le milieu communautaire de lutte contre le VIH soit partie prenante de la production des savoirs, non pas comme dispensateur de « sujets de recherche », mais bien comme initiateur, coordonnateur ou encore collaborateur de recherche. C'est ce qui explique la grande implication de l'équipe de travail dans divers projets, de même que l'existence de notre programme de recherche communautaire.

Les visées du *Programme de recherche communautaire* de la COCQ-SIDA sont de développer les compétences en recherche des organismes-membres et de créer des ponts entre les milieux de recherche universitaire et communautaire dans le but de faciliter et d'encourager les collaborations et les échanges d'expertise, et de s'assurer du transfert des résultats de recherche et de la mise en action des savoirs acquis.

Sur une base régulière, le Programme sonde les organismes-membres et les diverses communautés affectées afin de *prioriser les sujets de recherche* sur lesquels orienter ses actions. Ainsi, pour l'année qui se termine, l'ensemble de nos projets émanent des trois thèmes sélectionnés lors de la 2^e rencontre québécoise de recherche communautaire sur le VIH/sida qui a eu lieu à l'automne 2016 : *l'accès et la qualité des soins et des services ; la stigmatisation, la discrimination et la criminalisation ainsi que la prévention. Seule la criminalisation n'a pas été couverte par le Programme, ce qui n'a pas empêché l'évolution du dossier (voir p. 24).*

FAVORISER L'ACCÈS ET LA QUALITÉ DES SOINS ET DES SERVICES

Immigration

Au Québec, des personnes vivant avec le VIH font face à de nombreuses barrières d'accès aux soins de santé et aux traitements anti-rétroviraux à cause de leur statut d'immigration ou de l'absence de statut. Ce pourquoi nous *considérons indispensable la couverture sanitaire universelle sans considérer le statut d'immigration*. La COCQ-SIDA, la chercheuse *Christina Zarowsky de l'UdeM* et une équipe interdisciplinaire et intersectorielle collaborent donc au développement d'un projet-pilote pour obtenir des fonds qui permettront d'élaborer un projet de recherche plus substantielle, dont le but sera de créer une procédure réaliste pour la mise en place d'une couverture universelle.

VIH et violence conjugale

Il est reconnu que les collaborations entre les différentes instances de santé ont un impact positif sur l'accès et la qualité des soins. À ce propos, la Coalition collabore avec l'équipe de *Mylène Fernet de l'UQAM* sur la conception d'une intervention ciblée avec, par et pour les *femmes vivant avec le VIH qui sont aussi victimes de violence conjugale*. Ainsi, des organismes de lutte contre le VIH et de lutte contre la violence conjugale se sont rencontrés en juin 2017 afin de créer des partenariats et d'identifier des priorités d'actions.

Qualité et accès aux soins

Un autre enjeu qui nous préoccupe est celui de *la qualité et de l'accès aux soins pour des personnes qui vivent des discriminations ou des oppressions multiples*.

Sur ce sujet, la COCQ-SIDA poursuit son partenariat avec le [projet pancanadien CHIWOS](#) sur la santé sexuelle et reproductive

des femmes vivant avec le VIH, mené par l'équipe du D^{re} [Alexandra de Pokomandy de McGill](#). [chiwos.ca](#)

LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET LA STIGMATISATION



Exposition *Témoigner pour agir*

La stigmatisation et la discrimination persistent en tant que facteurs de stress profond dans la vie des personnes vivant avec le VIH, affectant leur santé physique et mentale, notamment l'accès aux soins et aux traitements, ainsi qu'à l'éducation et au milieu de l'emploi. Elle s'appuie souvent sur d'autres préjugés comme ceux liés au genre, à la sexualité ou à l'ethnicité. **Le témoignage est l'un des outils de lutte contre les discriminations.** Cette année, en partenariat avec l'équipe de recherche *Cultures du témoignage* dirigé par la professeure [Maria Nengeh Mensah de l'UQAM](#), nous avons collaboré, à plusieurs niveaux, à la réalisation de l'exposition *Témoigner pour agir* qui a réuni des œuvres d'artistes locaux et internationaux qui utilisent l'art pour témoigner de leur vécu. L'exposition a eu lieu à Montréal, à la [Maison de la culture Frontenac](#), du 29 novembre au 21 janvier ([www.temoignerpouragir.com](#)). Un second projet, entamé dans le dernier trimestre de l'année, est en cours pour évaluer la réception de l'exposition afin de déterminer son potentiel d'intervention dans une optique de lutte à la discrimination et à la stigmatisation.

La COCQ-SIDA a aussi **contribué activement à la promotion de l'exposition.** En fait, le coordonnateur des communications de la Coalition a organisé l'ensemble des activités promotionnelles, et ce, autant pour promouvoir l'exposition que ses diverses activités d'échange. À sa demande, un comité a été créé afin de collaborer à la création ou à la rédaction d'outils de communication et d'en valider le contenu. Ainsi, cette équipe a réalisé pas moins de 7 plans promotionnels, 4 communiqués de presse et a organisé une conférence de presse le soir de l'ouverture de l'exposition.



crédit photo : Myriam Pomerleau

OPTIMISER NOS SERVICES EN PRÉVENTION

Mobilise !

Favoriser le recours à la *prévention combinée* (en plus du condom, les différentes façons de prévenir le VIH) chez les hommes gais et les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes et optimiser l'accès à des services de santé adaptés à leurs besoins pourraient permettre de réduire considérablement les infections au VIH au sein de cette population dans les années à venir.



Pour contribuer à l'atteinte de cet objectif, la COCQ-SIDA et la *chercheure Joanne Otis de l'UQAM*, en collaboration avec une coalition de partenaires issus de différents milieux, sont les chercheuses principales du *projet de recherche Mobilise !*



À partir des données recueillies sur les connaissances et l'utilisation de la prévention combinée, ainsi que sur l'accessibilité des services de santé, plusieurs activités de transfert de connaissances ont été réalisées cette année auprès de membres de la communauté et des fournisseurs de services. L'équipe de recherche a notamment présenté certains résultats lors du *Colloque sur l'accessibilité des services de santé et de mieux-être offerts aux hommes qui ont des relations sexuelles avec d'autres hommes* le 10 novembre 2017.

Consultez les résultats de la recherche *Mobilise !* et découvrez la nouvelle trousse de discussion sur la prévention combinée destinée aux intervenants de première ligne à projetmobilise.org

Mon Buzz



Rejoindre les hommes gais et les hommes qui ont des relations sexuelles avec d'autres hommes qui consomment des substances psychoactives afin de *faire le point sur leur consommation et connaître le lien entre celle-ci et leur sexualité* est un enjeu de taille. Pour y parvenir, COCQ-SIDA a collaboré avec *Mathieu Goyette et Jorge Flores-Aranda, chercheurs à l'Université de Sherbrooke (UdeS) et RÉZO* au développement d'un outil d'intervention en ligne appelé *Mon Buzz*, outil web dont la première version a été lancée le 28 septembre 2017. monbuzz.ca

Sexualité entre hommes et parcours migratoire

Mieux comprendre les spécificités de certaines communautés est indispensable pour adapter les services en prévention. COCQ-SIDA participe avec **RÉZO** et les chercheurs **Edward Lee et Abelardo León de l'UdeM** sur un nouveau projet-pilote ayant pour objectif de mieux **comprendre la relation entre la sexualité et le parcours migratoire** des hommes immigrants d'origine latino-américaine qui ont des relations sexuelles avec d'autres hommes et qui vivent à Montréal.

FAIRE RECONNAÎTRE NOS VOIX EN RECHERCHES FONDAMENTALES ET CLINIQUES

Les recherches fondamentales et cliniques sont indispensables pour améliorer la santé des personnes vivant avec le VIH et pour mettre fin à l'épidémie. Afin de faire reconnaître les voix des communautés, la Coalition est partenaire communautaire du **Consortium canadien de recherche sur la guérison du VIH (CanCURE)** mené par le **D^r Eric Cohen**. La Coalition siège également sur les comités consultatifs des projets de recherche suivants :

- « **Pour un cerveau en santé** » mené par les docteurs Marie-Josée Brouillette et Lesley Fellows (McGill);

- « *Determinants of increased risk of cardio-vascular diseases in HIV-infected individuals* » mené par la D^{re} Madeleine Durand (McGill).

Nous sommes aussi **cochercheur** dans un projet de recherche étudiant la question du **don de plasma chez les hommes gais et les hommes qui ont des relations sexuelles avec d'autres hommes**, en collaboration avec, entre autres, l'**UQAM**, **Héma-Québec**, la **Société canadienne du sang**.

Le poste de coordonnatrice de recherche communautaire fait partie, depuis 2010, du Centre collaboratif de recherche communautaire sur le VIH/sida des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), un programme du Centre PRATICS 2.0 (Programme de recherche orienté vers l'action, le transfert des connaissances et l'intervention pour des communautés en santé).
reachprogramscience.ca

Merci à nos bailleurs de Fonds :



En 2018-2019, nous prévoyons...

- **Participer** à de nouveaux projets de recherche menés par l'UQAM; l'un portant sur l'optimisation de l'accès aux services de dépistage et de soins à Montréal, et l'autre visant à rendre disponibles nos méthodes de recherche portant sur un meilleur accès aux services de santé dans d'autres régions du Québec.
- **Poursuivre** le développement du projet-pilote sur l'accès aux soins et aux traitements antirétroviraux pour les personnes vivant avec le VIH sans considérer le statut d'immigration, et soumettre une nouvelle demande de financement pour l'implantation du projet.
- **Mettre en œuvre et développer** l'Index de stigmatisation des personnes vivant avec le VIH au Québec, une initiative internationale (stigmaindex.org) en collaboration avec le Centre PRATICS sur le VIH/sida des IRSC.
- **Poursuivre** les nouveaux projets en collaboration, notamment avec l'équipe de la chercheuse Pilar Ramirez (UdeM) et l'organisme Maison Plein Cœur, pour mettre en œuvre une intervention de relaxation offerte par des pairs aidants; et l'équipe du chercheur Oscar Labra de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) et le Centre des R.O.S.É.S., pour mieux comprendre les attitudes et les connaissances du VIH/sida chez les hommes à risque d'infection dans cette région et identifier leurs besoins en matière d'information.
- **Poursuivre** notre implication dans le projet de recherche afin d'étudier la question du don de plasma chez les HARSAH.
- **Être à l'écoute** des besoins de nos membres afin de les **soutenir** dans le développement de ou leur participation à des projets de recherches communautaires.



Subvention communautaire du
Programme d'innovation Positive Action
Canada accordée par ViiV Soins de santé

Rayonnement de nos savoirs et de nos expertises

La diversité des expertises au sein de l'équipe est un atout indéniable qui permet à la Coalition de défendre, de promouvoir et de consolider le mouvement communautaire de lutte contre le VIH/sida. Elle permet aussi de mobiliser l'ensemble des acteurs du milieu pour parler d'une voix forte et communiquer nos savoirs. Voici comment nos expertises ont rayonné au cours de l'année 2017-2018.

AU NIVEAU PROVINCIAL

Comités

Nous maintenons nos liens et notre participation avec toutes les instances québécoises qui luttent à la défense des droits sociaux et de la justice, que ce soit la Coalition Main rouge, la Ligue des droits et libertés (LDL), différents partis politiques progressistes et autres lieux de prise de parole citoyenne.

À un tout autre niveau, nous maintenons également nos implications et participations aux différentes instances scientifiques, académiques et ministérielles — dont le Comité ITSS de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) et le Comité consultatif sur le VIH et le VHC — afin d'être à la fine pointe des développements dans le domaine des traitements, des outils de prévention, d'enjeux liés au dépistage et autres dossiers fonda-

mentaux. Nous avons la chance et le privilège d'y être invités à titre de participant·e·s et non uniquement d'observateur·trice·s, et nous ne boudons pas notre plaisir de nous y engager et d'y jouer notre rôle — celui de faire preuve de beaucoup d'attention et d'une grande vigilance concernant les enjeux liés aux droits de la personne et à l'éthique dans ces instances.

Dans la dernière année, la COCQ-SIDA a aussi continué de contribuer à l'avancement de différents dossiers provinciaux par sa collaboration au Groupe de travail sur la criminalisation de l'exposition au VIH ainsi qu'au comité de soutien aux intervenant·e·s œuvrant auprès de personnes qui ne prennent pas de précaution et qui vivent avec le VIH.

Actions médiatiques

La grande expertise de la COCQ-SIDA fait en sorte qu'elle est souvent sollicitée par les médias pour réagir à l'actualité et pour informer les journalistes sur tous sujets qu'ils considèrent d'intérêt pour leur lectorat. Cette année, tout comme l'an passé, la Coalition s'est exprimée sur une douzaine de sujets différents à travers une vingtaine de mentions dans des articles, entrevues et reportages.

Cette année, 4 communiqués de presse ont été diffusés :

- « Les organismes québécois de lutte contre le VIH/sida demandent un moratoire sur les poursuites criminelles à l'encontre des personnes vivant avec le VIH dans le cadre de la non-divulgateion de leur statut sérologique »;
- « À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, découvrez la nouvelle campagne provinciale du milieu communautaire VIH : *Le VIH n'est pas une barrière entre nous.* »

Communiqué publié en collaboration avec la TOMS :

- « Montréal s'engage pour devenir une Ville sans sida ».

Communiqué publié en collaboration avec Sida-Vie Laval :

- « La municipalité de Laval s'attaque à la santé et à la sécurité des travailleuses et travailleurs du sexe ».

Médias sociaux

La création de communautés à travers les médias sociaux se construit sur plusieurs années. Il faut y consacrer du temps afin d'établir les bases d'une communication franche, honnête et personnalisée. Le contenu doit refléter le professionnalisme de la COCQ-SIDA tout en ayant un caractère très humain, très proche des gens.

Facebook

D'année en année, la popularité de notre page Facebook ne cesse de croître.

En 2017-2018 :

Nouveaux abonné-e-s	207
Nombre total d'abonné-e-s	1707
Moyenne d'âge des visiteur-trice-s	25 à 34 ans
Ratio femmes / hommes	52% femmes / 46% hommes
Nombre de publications	385
Portée (nombre de personnes par qui une publication a été vue)	8000 à 400 000

Un fait intéressant est que la portée a fait un bond spectaculaire dans les derniers mois de

l'année, se chiffrant entre 300 000 et 400 000 publications. Ce qui pourrait laisser entendre que les différentes promotions effectuées au cours de cette période ont généré beaucoup de trafic.

Twitter

Concernant Twitter, le nombre d'abonné-e-s est passé de 936 à 1103, soit 167 nouvelles personnes ou entités qui nous suivent. Quant à nos gazouillis, 398 messages ont été publiés.

YouTube

Cette année, il y a eu pas moins de 8339 visionnements de l'une ou l'autre des vidéos que l'on retrouve sur notre compte YouTube (l'an passé : 5397). En moyenne, ce sont des femmes, dans une proportion de 95% qui ont passé plus de 2 minutes à visionner une ou plusieurs vidéos. Nos vidéos les plus populaires sont : *Parfaite pour l'emploi* (1 726 visionnements), suivi du webinaire « Cure, guérison et éradication du VIH : vraiment ? » avec 1043 vues et des deux vidéos sur la discrimination en milieu de travail (875 vues) et en milieu de garde (806 vues).

AU NIVEAU NATIONAL

Comités

Notre directeur général est membre du Conseil consultatif ministériel sur l'Initiative fédérale de lutte contre le VIH/sida – qui offre des perspectives d'action à la ministre fédérale de la Santé – et y siège comme coprésident depuis 2016. Le mandat et les orientations du Conseil sont actuellement à

l'étude afin d'élargir la couverture à d'autres ITSS et pour établir des liens directs avec l'administratrice en chef de l'ASPC.

Nous avons travaillé avec nos pairs, en Ontario et Colombie-Britannique, pour faire reconnaître l'importance des regroupements provinciaux sur le plan pancanadien. Les trois organismes figuraient parmi les participant-e-s aux consultations pour développer un nouveau cadre et plan d'action canadien de lutte contre les ITSS.

Le directeur général représente également les réalités communautaires et québécoises sur plusieurs comités, dont le comité de direction du Centre collaboratif de Recherche communautaire de REACH et le Collège des évaluateurs des IRSC.

Conférences

Conférence nationale sur les réalités LGBTTIQA2S : nos luttes, nos victoires, nos défis

Lors de cette conférence, qui s'est déroulée en juillet 2017 à Montréal, la coordonnatrice du service VIH info droits a donné une présentation sur les principaux enjeux couverts par le Programme Droits de la personne et VIH/sida. Cela a été l'occasion de faire le bilan de la situation au Canada en matière de droits des personnes vivant avec le VIH. L'objectif de la conférence était d'encourager les acteur-trice-s communautaires et culturel-le-s, les chercheur-euse-s universitaires, les regroupements de travailleur-euse-s, et les représentant-e-s gouvernementaux-ales à se mobiliser afin de mettre en place les mesures à prendre pour instaurer un environnement so-

cial respectueux des droits des personnes vivant avec le VIH, notamment dans les milieux de travail, secteur où la majorité des cas de discrimination ont lieu.

Dans une autre session de cette conférence, le coordonnateur du Projet *Mobilise !* et le directeur général ont présenté l'histoire de la mobilisation de la communauté LGBTTIQA2S en partant du début de l'épidémie en Amérique du Nord pour exiger une réponse adéquate des gouvernements et des autorités de la santé publique, jusqu'à la mobilisation d'aujourd'hui dans le but de faciliter l'accès à la prévention combinée.

26e Congrès annuel canadien de recherche sur le VIH/sida (CAHR) Avril 2017 à Montréal

Présentation orale :

- « *Community mobilisation to optimize access to combination HIV prevention for MSM in Montreal: initial results from the Mobilise ! Project* » par Thomas Haig

Présentation sur affiche :

- Auteure principale : « *Sex on the menu : A community-based social marketing campaign for men who have sex with men in Quebec* »
- Auteure principale : « *Outcomes of a 2006 community-based consultation on HIV/AIDS research priorities for Quebec* »
- Coauteure : « *Canadian Coalition to Reform HIV Criminalization: Supporting the Engagement and Leadership of People Living with HIV Who Have Survived Criminal and Public Health Laws* »
- Coauteure : « *TAVIE-Woman™: A web-based virtual nursing intervention to meet the specific needs of women living with HIV taking antiretroviral treatment* »

- Coauteure : « *Women living with HIV (WLHIV) in Quebec: an intersectional analysis of gender, violence and HIV* »

Panel de discussion

La COCQ-SIDA a coorganisé – avec de nombreux partenaires québécois, canadiens et internationaux – un événement satellite intitulé « *La recherche communautaire au-delà du développement des compétences* ». Une série de présentations a permis aux **42 participant-e-s**, provenant d'une vingtaine d'organismes de partout à travers le Canada, de comprendre le **concept de *capacity-bridging***, de découvrir des projets communautaires montréalais favorisant le leadership et de se familiariser avec l'évaluation efficace des projets.

Capacity-bridging est un terme alternatif proposé par *The Aboriginal HIV/AIDS Community-Based Research Collaborative Centre (AHA Centre)* qui met l'accent sur la nécessité de former tous les partenaires dans un projet de recherche communautaire, et non seulement les membres de la communauté. Ce terme présuppose que chaque membre du projet a des capacités et des connaissances, alors que le terme *capacity-building* suggère une absence d'habiletés (traduction libre).

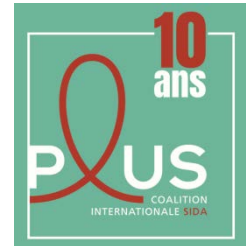
À L'INTERNATIONAL

Coalition PLUS

La COCQ-SIDA demeure très active dans la vie associative de la **Coalition internationale sida (Coalition PLUS)**, de laquelle elle est cofondatrice. La **présidente de la COCQ-SIDA est trésorière** de Coalition PLUS et a participé cette année à plusieurs missions diagnostiques ou de suivi auprès d'organismes souhaitant devenir membre. Les rencontres du CA servent aussi de lieux de réflexion sur les grands enjeux internationaux, de formation et de ressourcement pour les directions générales des organismes-membres.

Coalition PLUS s'organise également en **plateformes régionales** et la COCQ-SIDA est membre – avec **Kimirina** (Équateur), **IDH** (Bolivie) et **AIDES** (Conseil des Caraïbes) – de la **Plateforme Amériques et Caraïbes**. Cette plateforme, en stade de démarrage, vise le développement de projets de recherche et de plaidoyer sur des enjeux communs, ainsi que le recrutement d'autres partenaires régionaux pouvant collaborer à l'ensemble des actions de la plateforme sans nécessairement devenir membres.

Coalition PLUS compte actuellement **12 membres** et **2 observateurs** ainsi que des **douzaines de partenaires** via les plateformes, projets de recherche et de plaidoyer.



Au cours de ses 10 ans d'existence, Coalition PLUS est devenue une **force influente dans les structures internationales VIH et VHC**, et est maintenant considérée comme LE partenaire communautaire incontournable « non anglophone » de cette lutte.

Au courant de l'année, la COCQ-SIDA a finalisé un **partenariat avec Kimirina**. Nous avons remis à cet organisme une copie de la structure du site *Prêt pour l'action*, des photos desquelles nous possédions les droits d'utilisation et de tous les textes. En retour, Kimirina nous a remis une **version espagnole des textes**. Cette version, avant qu'elle ne soit mise en ligne, devra être relue afin de nous assurer que la traduction correspond à l'espagnol parlé au Québec.

Aides France

Dans la première moitié de l'an 2000, COCQ-SIDA a entrepris une collaboration avec l'association française Aides qui perdure encore et toujours aujourd'hui. C'est de cette collaboration qu'est né le magazine *Remaides Québec* en 2008 (voir p. 21). Au cours de l'année 2017-2018 a été publiée la 25^e édition du *Remaides Québec*, et cela n'aurait pas pu être réalisé sans l'apport et l'expertise de nos collègues d'outre-mer. Un merci très, très spécial à **Jean-François Laforgerie**, la tête et surtout le cœur de cette grande aventure.

Conférences

9th IAS Conference on HIV Science

Juillet 2017 à Paris

Présentation sur affiche :

- Auteure: « *A community-based Program to end HIV criminalization, promote public health and defend human rights* ».

A COMMUNITY-BASED PROGRAM TO END HIV CRIMINALIZATION, PROMOTE PUBLIC HEALTH & DEFEND HUMAN RIGHTS

Ensemble, préparons un monde **SANS** SIDA ni VIH

Lachapagne Liz, Human rights Lawyer
COCQ-SIDA, Montréal, Canada

BACKGROUND

- The Supreme Court of Canada requires that people living with HIV (PLWHIV) disclose their HIV-positive status to their sexual partners before sexual acts that pose a "realistic possibility" of transmission which means, for the Court, that viral load is low (< 1500 Copies/mL) or undetectable (< 40 Copies/mL) and a condom is used.
- Although there is no evidence that criminalization is effective in preventing transmission, criminal law is often used in the name of public health.
- Convinced that criminalization could in contrary harm prevention and human rights (Supreme Court decisions are hardly compatible with scientific advances which demonstrate that treatment prevents transmission, increases discrimination against PLWHIV and can lead to rights violations), COCQ-SIDA Human Rights Program (the "Program"), in collaboration with other organisations, conduct advocacy strategies to end criminalization.

METHODS

- The program is part of a Working group on criminalization which includes representatives of Public Health, Justice and Security Departments which advise government in the light of scientific data and legal principles.
- The program also organises workshops for PLWHIV and service providers, plus training for lawyers and prosecutors.
- Finally, the Program tracks Criminalization cases and provides individual support to defense lawyers and people charged in Quebec.

RESULTS

The Program has written a policy statement on criminalization, which represents COCQ-SIDA member's position and has been calling for prosecutorial guidelines to limit the impact of criminalization. Also, it has participated in three cases at the Supreme Court, given individual support in fifteen files as well as tracking all of the various prosecutions throughout Quebec.

The Program has given more than one hundred workshops for PLWHIV and service providers in addition to two trainings for lawyers and prosecutors.

CONCLUSIONS

The Program will continue its different actions and develop new advocacy strategies especially to demonstrate that criminalization could harm prevention and human rights if in contradiction with scientific advances and public health prevention messages.

As the impact of the Program's actions on the prosecutions and the decisions reached is difficult to evaluate, the development of a formal evaluation is in process.

COCQ-SIDA
Membre de la Coalition internationale SIDA

Saine administration, saine gestion des actions

Le fonctionnement de la COCQ-SIDA repose entièrement sur une gestion et une administration fortes, cohérentes et surtout bien structurées, qui lui permettent de réaliser l'ensemble des activités et actions présentées dans ce rapport.

Pour nous assurer de lutter adéquatement et de manière efficace, l'ensemble de nos actions repose sur une planification stratégique et un plan d'action qui visent à orienter le milieu communautaire VIH à préparer la fin de l'épidémie.

PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET PLAN D'ACTION

Afin d'inscrire notre mouvement dans l'objectif d'éradication du sida et du VIH en 2030, les organismes-membres de la COCQ-SIDA se sont engagés dans une démarche de réflexion ou « d'états généraux », afin de recentrer l'ensemble de nos actions dans cette perspective. Il ne s'agit pas ici de se doter d'une planification stratégique commune ou d'un plan d'action unique, mais plutôt de revisiter nos outils et activités afin d'en tirer le maximum et d'orienter nos interventions dans la bonne direction. Trois ou quatre rencontres de travail sont prévues en 2018 pour procéder à cet important exercice.

Dans le même sens, l'équipe de travail de la COCQ-SIDA a investi temps – et énergie ! – cette année dans la réalisation d'un plan

d'action afin d'identifier le plus clairement possible les priorités d'intervention et de réalisation pour les deux prochaines années.

En effet, dans un contexte où nous pouvons assez facilement tenter de répondre aux demandes que nous recevons et nous impliquer dans de nombreux dossiers tous plus intéressants les uns que les autres, nous nous sommes donné des balises afin de garder le cap sur les enjeux fondamentaux de notre mission. Cet exercice ne remet pas en question le travail effectué lors de la rédaction des orientations stratégiques, mais précise quelles actions nous devons mettre de l'avant afin de nous y inscrire de la manière la plus pertinente possible.

MEMBRARIAT

Lors de la dernière année, les membres du CA ont procédé à l'étude du dossier des organismes suivants afin de vérifier leur conformité avec les critères d'adhésion de leur Coalition :

- Le Néo – statut associé, renouvelé;
- Maison Re-Né – statut associé, renouvelé;
- Point de Repères – statut régulier, renouvelé;
- Émissaire – statut régulier, renouvelé avec recommandations;
- Sidaction Mauricie – statut régulier, renouvelé avec recommandations;
- Le BRISS – statut régulier, à l'étude;
- SidaVie Laval - statut régulier, à l'étude.

Sida Vie Laval et le BRISS étaient sur la liste des organismes à étudier, mais le premier est en refonte de mission et d'appellation et le second en processus de fusion avec un organisme spécialisé dans le travail de rue. Nous attendrons donc que ces deux derniers aient terminé leur transformation avant de procéder à leur analyse.

Il est important de préciser que cet exercice ne sert pas à porter un quelconque jugement sur le travail de nos membres; plutôt, il s'agit de nous assurer qu'ils correspondent toujours

à la définition de l'action communautaire autonome (critère essentiel à leur financement) et s'inscrivent dans les grandes orientations de leur regroupement provincial. Le cas échéant, en cas de difficulté, nous offrons systématiquement aide et support afin de remédier aux difficultés rencontrées.

De plus, **Dopamine, un membre associé, a fait la demande de statut de membre régulier.** Cette demande lui fut accordée dans le courant de l'année.

COMPTABILITÉ

En 2016, Coalition PLUS a eu comme mandat de visiter ses groupes-membres afin d'analyser les systèmes de comptabilité utilisés. Lors de leur visite à la fin 2016, le commissaire aux comptes de Coalition PLUS avait analysé notre système. À la suite de cette visite, il nous avait suggéré, et convaincu, de **standardiser et de simplifier notre comptabilité par projet.** Dans les années antérieures, la charte des comptes comportait plus de 250 postes, ce qui était assez lourd et propice à l'erreur. Nous avons maintenant limité notre charte des comptes à un peu plus de 100 postes. Ce changement permet de trouver les informations spécifiques à chaque projet ou globalement à l'organisme, et ce, en quelques clics.

TECHNOLOGIE

Afin de faciliter la participation aux comités de travail ainsi qu'aux formations offertes par la COCQ-SIDA, nous maintenons l'utilisation de différentes technologies afin que les organismes-membres puissent assister à distance à des rencontres de travail (VSee) et participer à des webinaires et autres types de formation (plate-forme VIA). Dans le dernier trimestre de l'année financière, des démarches ont été entreprises pour **optimiser notre service de visioconférence** qui a connu des ratés ici et là.

Enfin, nous avons opté pour l'adoption d'un **serveur de fichier interne sécuritaire pour le partage de documents communs à l'interne ainsi que nos sauvegardes respectives.** Ce serveur demeure invisible à l'extérieur de nos locaux et ainsi bien à l'abri des dangers en provenance de la grande toile qu'est l'Internet. À terme, ce serveur pourra également avoir d'autres applications pour faciliter le travail de l'équipe de la Coalition.

COMMUNICATION

Sélectionner les meilleures voies, les meilleurs outils pour échanger, informer, sensibiliser et agir communément ensemble : voilà l'essentiel des communications de la COCQ-SIDA.

De l'expansion à la consolidation

Depuis sa création en 2004, le secteur des communications a travaillé à démontrer l'importance des communications dans nos actions. Ainsi, petit à petit, les actions et activités à réaliser se sont diversifiées et le nombre d'outils développés a graduellement augmenté, atteignant un seuil critique où leur gestion nécessite beaucoup de temps de travail. À ce jour, le secteur des communications administre **10 sites web et gère leur promotion, élabore, annuellement et en collaboration avec le secteur de transfert de connaissances, une campagne de marketing social.** Le secteur a également commencé à intégrer un processus d'évaluation de ces campagnes, est actif sur les médias sociaux, s'assure de la visibilité médiatique de la Coalition et produit un magazine publié trois fois par année.

Considérant la précédente période comme une phase d'expansion, il est maintenant temps de **passer à la phase de consolidation.** Le secteur des communications compte réfléchir aux meilleures solutions avec les membres des comités Communications et 1^{er} décembre. Le plan de communication sera l'aboutissement de cette réflexion.

Le site web de la COCQ-SIDA

Le **site web de la COCQ-SIDA** n'est ni plus ni moins que la vitrine web de l'organisation. Au départ, source d'information à l'intention des organismes-membres, il est devenu une référence pour de nombreux autres publics, ce qui explique qu'il soit visité, d'année en année, par des dizaines de milliers de personnes. Le site, lancé en 2010, ne répond plus adéquatement aux besoins communicationnels de la COCQ-SIDA. Des démarches pour une refonte complète ont été mises en branle. **cocqsida.com**

En 2018-2019, nous prévoyons...

- Évaluer le statut des membres suivants : Centre Sida Amitié, I.R.I.S. Estrie, L'Anonyme, Le MIENS, Maison du Parc, RÉZO et Stella l'amie de Maimie.
- Mettre en place un processus permettant de consolider le travail du secteur des communications, et ce, dans le but de maintenir un haut niveau de qualité et pour s'assurer de répondre aux besoins évolutifs des membres le plus adéquatement possible.
- Poursuivre les démarches de refonte du site web de la COCQ-SIDA.

Lexique

ACA	Action communautaire autonome
ACCM	<i>AIDS Community Care Montreal</i> / Sida bénévoles Montréal
AGA	Assemblée générale annuelle
AHA Centre	Aboriginal HIV/AIDS Community-Based Research Collaborative Centre
ASPC	Agence de santé publique du Canada
BLITS	Bureau local d'intervention traitant du sida
BRISS	Bureau régional d'information en santé sexuelle
CA	Conseil d'administration
CAPAHC	Centre Associatif Polyvalent d'Aide Hépatite C
CAQ	Coalition Avenir Québec
CASM	Centre d'action SIDA Montréal – Femmes
CA\$\$\$H	Communautaire autonome en santé et services sociaux – Haussez le financement
CCRCV	Coalition canadienne pour réformer la criminalisation du VIH
CDPDJ	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
CHIWOS	<i>Canadian HIV Women's Sexual and Reproductive Health Cohort Study</i>
CHUM	Centre hospitalier de l'Université de Montréal
CLHE	<i>Ontario Working Group on Criminal Law and HIV Exposure</i> / Groupe de travail ontarien sur le droit pénal et l'exposition au VIH
CSSQ	Coalition Sida des Sourds du Québec
DPITSS	Direction de la prévention des infections transmissibles sexuellement et par le sang
FIC	Fonds d'initiatives communautaires
GAP- VIES	Groupe d'action pour la prévention de la transmission et l'éradication du sida
GEIPSI	Groupe d'entraide à l'intention des Personnes Séropositives et Itinérantes
GIPA	<i>Greater Involvement of People living with AIDS</i> Principe de la participation accrue des personnes infectées ou affectées par le VIH/sida
HALCO	<i>HIV Aids Legal Clinic Ontario</i>
HARSAH	Hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes
IDLP	Institut de développement du leadership positif
INSPQ	Institut national de la santé publique du Québec

IRSC	Instituts de recherche en santé du Canada
ITSS	Infections transmissibles sexuellement et par le sang
MAINS BSL	Mouvement d'Aide, d'Information et de Soutien – VIH, ITSS, Hépatites, Homophobie, LGBT+
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec
OAN	<i>Ontario AIDS Network</i>
ON	Outillons-nous
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PAN	<i>Pacific AIDS Network</i>
PLQ	Parti libéral du Québec
PPE	Prophylaxie postexposition
PPrE	Prophylaxie préexposition
PQ	Parti Québécois
PRATICS	Programme de recherche orienté vers l'action, le transfert des connaissances et l'intervention pour des communautés en santé
PSOC	Programme de soutien aux organismes communautaires
PVSQ	Portail VIH/sida du Québec
QS	Québec solidaire
RAMQ	Régie de l'assurance maladie du Québec
RQ-ACA	Réseau québécois d'action communautaire autonome
Sida	Syndrome de l'immunodéficience humaine
TasP	<i>Treatment as Prevention</i> / Traitement comme prévention
TOMS	Table des organismes montréalais de lutte contre le sida
TRPOCB	Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles
UQAM	Université du Québec à Montréal
UdeM	Université de Montréal
UdeS	Université de Sherbrooke
UQAT	Université de Québec en Abitibi-Témiscamingue
VHC	Virus de l'hépatite C
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
VRAIH	Violence dans les relations amoureuses et intimes entre hommes

Annexe : Outils de communication de la COCQ-SIDA

La COCQ-SIDA rend à disposition de ses organismes-membres de nombreux outils de communication s'adressant à divers public. N'hésitez pas à les consulter, à les référer ou à les commander. Ils ont été créés pour vous.

Nom de l'outil	Type de support			Soutien à l'intervention	Source d'information	Public cible	Description
	Papier ²	Web	Vidéo ³				
Porte-voix VIHsibilité	X	portevoixvih.org		X		Intervenant-e-s auprès de personnes vivant avec le VIH intéressées à témoigner publiquement	Information et suggestion d'exercices sur le témoignage public afin d'offrir un accompagnement éthique et solidaire
Immigration et VIH		immigrationvih.ca		X		Intervenant-e-s auprès de personnes vivant avec le VIH désirant immigrer au Canada	Outil interactif qui, selon le statut d'immigration désiré, permet de savoir si le VIH peut représenter un obstacle à une demande d'immigration
Prêt pour l'action		pretpourlaction.com & readyforaction.org		X	X	HARSAH (cis ou trans)	Information sur la sexualité pour une prise de décisions éclairées quant aux moyens à mettre en place afin de préserver sa santé sexuelle.
Dans mon sac	X	dansmonsac.ca		X	X	Femmes (cis ou trans)	Information sur la santé sexuelle et sur les différentes stratégies de prévention du VIH et autres ITSS dans un esprit de plaisir et de pouvoir face à sa sexualité
Se faire dépister	X	sefairedepister.ca		X	X	Personnes issues de communautés ethnoculturelles	Information sur l'importance du dépistage du VIH et d'une saine santé sexuelle
Planification en cas de maladie		vihplanificationmaladie.org		X	X	Personnes vivant avec le VIH	Information utile pour prendre les dispositions propres à sa situation en vue de la possible dégradation de son état de santé ou de son décès
J'pense positif	X	pensepositif.org		X	X	Grand public	Information sur les mythes et les nouvelles réalités concernant la transmission du VIH dans différentes situations de la vie au quotidien : milieu de travail, voisinage, milieu de soins alternatifs, amitié, romance, sport et maternité
Je suis séropo		jesuisseropo.org	X		X	Personnes vivant avec le VIH Grand public	Le lieu de rencontre des personnes vivant avec le VIH où elles peuvent découvrir la communauté <i>Je suis séropo</i> et participer à la vie du blogue C'est aussi un site qui démystifie le VIH dans le but de faire disparaître la stigmatisation et la discrimination liées au VIH.
Parfaite pour l'emploi			X	X	X	Grand public	Court-métrage de fiction sur la discrimination liée au questionnaire préembauche
Confidentialité en milieu de garde			X	X	X	Grand public	Court-métrage de fiction sur la confidentialité du statut sérologique au VIH
Discrimination en emploi			X	X	X	Grand public	Court-métrage de fiction sur la confidentialité du statut sérologique au VIH
Webinaires				X		Intervenant-e-s	Enregistrement de présentations sur divers sujets d'intérêt pour nos membres
Les mêmes droits que vous !	X			X	X	Personnes vivant avec le VIH	Pochette d'information sur divers sujets de droits
Remaides	X	cocqsida.com/ressources/remaides				Personnes vivant avec le VIH	Magazine francophone pour les personnes vivant avec le VIH

² Les outils papier incluent le magazine ainsi que l'ensemble des outils de communication créés en support à l'intervention : affiches, livrets, feuillets pour pochette, pochettes, etc.

³ Toutes les vidéos de la Coalition sont publiées sur son compte YouTube : [cocqsida](https://www.youtube.com/cocqsida) ou [cocq-sida](https://www.youtube.com/cocq-sida)

Table des matières

Organismes-membres de la Coalition.....	4
Conseil d'administration 2017-2018.....	5
L'équipe de travail 2017-2018.....	6
Faits saillants de l'année 2017-2018.....	7
CHAPITRE 1: Mobilisation communautaire et des communautés	8
CHAPITRE 2: Partage et transfert de connaissances au service de notre lutte	12
CHAPITRE 3: Contre préjugés, discrimination et stigmatisation : la sensibilisation	18
CHAPITRE 4: La défense des droits, le fondement de nos actions	24
CHAPITRE 5: La recherche communautaire : des savoirs engagés par et pour les communautés ..	29
CHAPITRE 6: Rayonnement de nos savoirs et de nos expertises.....	34
CHAPITRE 7: Saine administration, saine gestion des actions	39
Lexique	42

Ensemble, préparons un monde
SANS SIDA ni **VIH**